

148 femmes mortes sous les coups de leurs conjoints en 2012 ; 27 plaintes pour viol déposées chaque jour ; 400 000 femmes victimes de violences conjugales déclarées en deux ans.

Ces chiffres étaient martelés par les médias, lundi 25 novembre, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes fixée par l'ONU. En France, Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, a présenté vendredi un plan triennal (2014-2016) de lutte contre les violences faites aux femmes. Objectif affiché : ne laisser aucune violence déclarée sans réponse pénale, sanitaire et sociale.

Plus ambitieux financièrement que

son prédécesseur (2011-2013) – sous l'égide du ministère des solidarités et de la cohésion sociale de Roselyne Bachelot jusqu'en mai 2012 –, ce 4^e plan, au budget doublé, avec 66 millions d'euros contre 31,6, est censé contribuer à faire

de ces violences une **priorité de santé publique** et **sortir les victimes de ce cycle infernal le plus rapidement possible**, selon les mots de Najat Vallaud-Belkacem.

Entres autres mesures : la mise à disposition gratuite et sept jours sur sept de la ligne 39 19, qui deviendra un "numéro de référence" d'accueil des victimes (à [compter](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/compter) du 1^{er} janvier 2014), la limitation du recours aux mains courantes au profit de l'encouragement aux dépôts de plaintes, et la [formation](http://www.lemonde.fr/formation/) en amont de tous les professionnels susceptibles de [recueillir](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/recueillir) la parole des victimes de violences. Mais d'autres mesures soulèvent scepticisme et critiques, notamment de la part des associations.

LES MESURES QUI FONT ACTUELLEMENT DÉBAT

1/ L'absence d'une loi

Si elle salue la visibilité qu'offrira ce plan au problème des violences faites aux femmes, l'association féministe Ni putes ni soumises (NPNS) n'a pas manqué de [dénoncer](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/d%C3%A9noncer) "un manque de courage [politique](http://www.lemonde.fr/politique/) [du] gouvernement. Nous demandons une loi-cadre, nous demandons des moyens. Ces mesures seront, je pense, décevantes, pour ne pas dire ridicules", tacle Asma Guenifi, présidente de NPNS dans les colonnes du [le Figaro](http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2013/11/21/01016-20131121ARTFIG00825-les-associations-reservees-sur-le-nouveau-plan-de-lutte-contre-les-violences-faites-aux-femmes.php)

target="_blank" style="box-sizing: border-box; cursor: pointer; color: #003366; border-bottom-width: 1px; border-bottom-style: dotted; border-bottom-color: #747b83;">Figaro.</p> <p style="box-sizing: border-box; margin: 15px 0px; -webkit-margin-before: 0px; -webkit-margin-after: 0px; color: #16212c; line-height: 21px; text-align: justify;">Les mesures restant de l'ordre de l'incitatif, le risque existe que ce plan reste une coquille vide. La ministre des droits des femmes s'en défend, et rappelle que le projet de loi pour l'égalité entre les hommes et les femmes – déjà voté par le Sénat et qui sera examiné à l'Assemblée nationale en janvier – intègre quatre volets sur les violences faites aux femmes :</p> <p style="box-sizing: border-box; margin: 15px 0px; -webkit-margin-before: 0px; -webkit-margin-after: 0px; color: #16212c; line-height: 21px; text-align: justify;">
</p> <p style="text-align: justify;">C'est un choix d'avoir intégré ce problème de santé publique dans le texte de loi sur l'égalité homme-femme, et de ne pasavoir proposé une loi spécifique. Si on veut vraimentprogresser vers l'égalité, il faut agir partout de façon cohérente, et ne pas séparer les problématiques, qui sont toutes reliées. Nous aurons ainsi une loi regroupant l'ensemble des problèmes et un plan spécifique contre les violences faites aux femmes.</p> <p style="box-sizing: border-box; margin: 15px 0px; -webkit-margin-before: 0px; -webkit-margin-after: 0px; color: #16212c; line-height: 21px; text-align: justify;">Najat Vallaud-Belkacem n'a pas manqué de rappeler que son ministère oeuvre de concert avec les associations féministes, qui sont <em style="box-sizing: border-box;">"des partenaires".</p> <p style="box-sizing: border-box; margin: 15px 0px; -webkit-margin-before: 0px; -webkit-margin-after: 0px; color: #16212c; font-size: 15px; line-height: 21px; text-align: justify;"><em style="box-sizing: border-box;">
</p> <p style="box-sizing: border-box; margin: 15px 0px; -webkit-margin-before: 0px; -webkit-margin-after: 0px; color: #16212c; font-size: 15px; line-height: 21px; text-align: justify;"><strong style="box-sizing: border-box;">2/ La prostitution n'est pas intégrée dans les violences faites aux femmes</p> <p style="box-sizing: border-box; margin: 15px 0px; -webkit-margin-before: 0px; -webkit-margin-after: 0px; color: #16212c; line-height: 21px; text-align: justify;"><span style="font-family: 'book antiqua',

palatino;">D'autres associations dénoncent le fait que la prostitution n'ait pas été clairement intégrée dans le plan : <em style="box-sizing: border-box;">"La prostitution devrait faire partie des prochains plans de lutte contre les violences faites aux femmes. Symboliquement, ça aurait pu êtreintéressant de faire une vraie loi sur ce que nous appelons 'le continuum des violences faites aux femmes'<em style="box-sizing: border-box;">. Dire que la prostitution fait partie des violences permet de faire en sorte que les femmes victimes de prostitution puissent avoiraccès aux mêmes protections que les femmes victimes de violences conjugales", déclare Anne-Cécile Mailfert, porte-parole d'Osez le féminisme, dans le JDD.</p> <p style="box-sizing: border-box; margin: 15px 0px; -webkit-margin-before: 0px; -webkit-margin-after: 0px; color: #16212c; line-height: 21px; text-align: justify;">La ministre a répondu que le plan <em style="box-sizing: border-box;">"inclut toutes les femmes victimes de violences, prostituées comprises", ne manquant pas de rappeler l'actualité de la semaine :<em style="box-sizing: border-box;"><em style="box-sizing: border-box;">"La prostitution sera peut-être officiellement qualifiée de violence à l'égard des femmes si le projet de loi est adopté.<em style="box-sizing: border-box;"></p> <p style="box-sizing: border-box; margin: 15px 0px; -webkit-margin-before: 0px; -webkit-margin-after: 0px; color: #16212c; line-height: 21px; text-align: justify;">Pour rappel, les députés doivent examiner mercredi une proposition de loi controversée, et critiquée notamment par une partie du tissu associatif féministe, à l'initiative de la ministre des droits des femmes. Le texte prévoit de <a href="http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/p%C3%A9naliser"

target="_blank" style="box-sizing: border-box; cursor: pointer; color: #16212c; border-bottom-width: 0px;">pénaliser les clients d'une amende de 1 500 euros – doublée en cas de récidive –, d'un<em style="box-sizing: border-box;"> "stage de sensibilisation" comme alternative aux poursuites, ainsi que la suppression du délit de racolage public.</p> <p style="box-sizing: border-box; margin: 15px 0px; -webkit-margin-before: 0px; -webkit-margin-after: 0px; color: #16212c; line-height: 21px; text-align: justify;">
</p> <p style="box-sizing: border-box; margin: 15px 0px; -webkit-margin-before: 0px; -webkit-margin-after: 0px; color: #16212c; font-size: 15px; line-height: 21px; text-align: justify;"><strong style="box-sizing: border-box;">3/ Seules une poignée de femmes pourront bénéficiaire d'hébergements d'urgences dédiés</p> <p style="box-sizing: border-box; margin: 15px 0px; -webkit-margin-before: 0px; -webkit-margin-after: 0px; color: #16212c; line-height: 21px; text-align: justify;">Sous les plans précédents, les femmes victimes de violences conjugales étaient orientées vers des hébergements généraux accueillant tout type de public en situation de précarité. Répondant à une promesse de campagne de François Hollande – qui avait assuré que sur les 5 000 nouveaux logements d'urgence créés d'ici à la fin du quinquennat, un tiers sera réservé aux femmes victimes de violences – le plan prévoit la création de 1 650 nouvelles solutions d'hébergement d'urgence d'ici à 2017 (550 par an sur trois ans) dédiées spécifiquement aux femmes violentées.</p> <p style="box-sizing: border-box; margin: 15px 0px; -webkit-margin-before: 0px; -webkit-margin-after: 0px; color: #16212c; line-height: 21px; text-align: justify;">Pour assurer la réussite de ce plan, le gouvernement a débloqué 66 millions d'euros sur trois ans, soit le double de ce qui était consacré par le précédent plan.<em style="box-sizing: border-box;">"260 places d'hébergement dédiées ont déjà été créées", a assuré la ministre ce matin sur France Inter – un chiffre difficilement vérifiable.</p> <p style="box-sizing: border-box; margin: 15px 0px; -webkit-margin-before: 0px; -webkit-margin-after: 0px; color: #16212c; line-height: 21px; text-align: justify;">
</p> <p style="box-sizing: border-box; margin: 15px 0px; -webkit-margin-before: 0px; -webkit-margin-after: 0px; color: #16212c; line-height: 21px; text-align: justify;"><span style="font-family: 'book antiqua',

palatino;">En outre, même si l'objectif de 1 650 hébergements était atteint d'ici à 2017, il demeurerait peu ambitieux : 400 000 femmes ont été victimes de violences conjugales en l'espace de deux ans, selon le ministère des droits des femmes.

Brocardant un nombre d'hébergements non suffisant, NPNS demande un effort significatif sur l'accueil des victimes.

Sollicitée par le Monde.fr, la ministre reconnaît qu'on peut toujours [faire](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/faire) mieux, mais plaide la patience après l'adoption toute récente du plan. Elle rappelle que son ambition est de [mettre](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/mettre) l'accent sur la qualité de l'accueil plutôt que sur la quantité des places : l'idée n'est plus seulement d'[offrir](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/offrir) un hébergement, mais aussi de [pouvoir](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/pouvoir) [offrir](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/offrir) un suivi psychologique à la victime, de l'[accompagner](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/accompagner) pour [soigner](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/soigner) son traumatisme et ainsi [éviter](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/%C3%A9viter) qu'elle ne revienne vers le conjoint violent.

Une poignée de femmes pourront ainsi [éviter](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/%C3%A9viter) qu'elle ne revienne vers le conjoint violent.

[bénéficiaire](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/b%C3%A9n%C3%A9ficiaire) de l'accueil en hébergement d'urgence. Pour les autres, le plan met l'accent sur [l'éviction du conjoint violent du domicile conjugal](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/rester), pour que la femme victime puisse [rester](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/rester) chez elle", souligne la ministre.

L'association Parole de femmes dénonce quant à elle les [JDD](http://www.lejdd.fr/Societe/Des-feministes-denoncent-le-discours-decale-de-Najat-Vallaud-Belkacem-640130) de la ministre, [en décalage avec la réalité du terrain](http://www.lejdd.fr/Societe/Des-feministes-denoncent-le-discours-decale-de-Najat-Vallaud-Belkacem-640130), rapporte le [-Belkacem-640130](http://www.lejdd.fr/Societe/Des-feministes-denoncent-le-discours-decale-de-Najat-Vallaud-Belkacem-640130) dans une vidéo mise en ligne samedi et intitulée ["Madame la ministre, faites le 115"](http://www.lejdd.fr/Societe/Des-feministes-denoncent-le-discours-decale-de-Najat-Vallaud-Belkacem-640130), la présidente de Paroles de femmes, Olivia Cattan, tente de [trouver](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/trouver) des places d'hébergement d'urgence pour [venir](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/venir) en [aide](http://www.lemonde.fr/services-aux-internautes/) à une femme avec enfants victime de violences conjugales. Verdict : aucune place disponible. Ce matin sur France Inter, la ministre a admis que [le 115 ne répond pas suffisamment souvent](http://www.lemonde.fr/services-aux-internautes/), [submergé](http://www.lemonde.fr/services-aux-internautes/) par un nombre de demandes important.

4/ Trop peu d'intervenants sociaux dans les commissariats

Autre mesure phare sur le papier, mais minime dans les faits : pour [accompagner](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/accompagner) les victimes dans leurs démarches (recherche d'hébergement, prise en charge des enfants ...) dès leur première visite aux forces de l'ordre, le nombre d'intervenants

sociaux dans les commissariats et les brigades de gendarmerie sera doublé, pour [atteindre](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/atteindre) 350 à l'échelle nationale d'ici à 2017. Un chiffre qui peut [paraître](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/para%C3%Aatre) insignifiant au regard de l'ensemble du territoire.

La ministre souligne toutefois que ces 350 intervenants coûtent déjà 10 millions d'euros (...) Pour les commissariats et les brigades qui ne pourront pas [avoir](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/auxiliaire/avoir) d'intervenants, des conventions seront passées avec des associations spécialisées pour [fournir](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/deuxieme-groupe/fournir) aide et conseil aux victimes".

A titre d'exemple, aujourd'hui, des travailleurs sociaux encadrent les victimes dans seulement quatre commissariats à [Paris](http://www.lemonde.fr/paris/).

5/ Le kit de constatation d'urgence des viols ne sera disponible qu'en 2015

Seule réelle innovation du plan : la création d'un **kit** de constatation en urgence des viols – sur le modèle du kit utilisé aux Etats-Unis par les Sex Assault Response Teams : un boîtier avec les instruments nécessaires au prélèvement du sang, de l'urine et de l'ADN, mais aussi la [contraception](http://www.lemonde.fr/contraception/) d'urgence et un test du VIH, permettant d'[améliorer](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/am%C3%A9liorer) le recueil de preuves en cas de viols et les soins aux victimes.

-webkit-margin-before: 0px; -webkit-margin-after: 0px; color: #16212c; line-height: 21px; text-align: justify;">L'objectif étant de <em style="box-sizing: border-box;">"systématiser le nombre de dépôts de plaintes pour viol, encore trop faible au vu du nombre de viols commis. Le rapport serait de 10 000 plaintes pour 75 000 viols", rappelle Najat Vallaud-Belkacem. Mais il faudra faire preuve de patience : cet outil est encore au stade d'expérimentation, et ne sera généralisé qu'<em style="box-sizing: border-box;"><em style="box-sizing: border-box;">"à partir de 2015<em style="box-sizing: border-box;">".</p></div>
<div data-bbox="877 948 916 963" data-label="Page-Footer">
 9 / 9
</div>